

**Accord national professionnel**

**INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES  
MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT  
DU DIALOGUE SOCIAL DE BRANCHE**

**(24 novembre 2006)**

*(Bulletin officiel n° 2006-50)*

**ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2006**  
RELATIF AUX MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU DIALOGUE SOCIAL  
DE BRANCHE DANS LES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES  
NOR : ASET0651285M

**PRÉAMBULE**

Le dialogue social de la branche des industries électriques et gazières recouvre la négociation des accords professionnels visés aux articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail.

Par ailleurs, la commission paritaire de branche peut se saisir de questions auxquelles les parties s'accordent à reconnaître un caractère d'intérêt collectif pour le personnel et les entreprises. Elle est saisie également au titre notamment de la saisine de la commission paritaire de branche.

La loi du 10 février 2000 a complété dans son article 45 le titre I<sup>er</sup> du livre VII du code du travail par un chapitre III consacré aux industries électriques et gazières. Des accords collectifs de branche peuvent compléter les dispositions statutaires dans des conditions plus favorables aux salariés ou en déterminer les modalités d'application dans les limites fixées par le statut.

C'est dans ce cadre que les signataires des industries électriques et gazières ont créé, en octobre 2001, les instances du dialogue social de la branche des IEG : la commission paritaire de branche et les groupes de travail paritaires.

La commission paritaire est l'instance au sein de laquelle sont négociés les accords professionnels visés aux articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail. Elle est chargée également de l'interprétation des accords professionnels qui sont signés, au sens de l'article L. 132-17 du code du travail.

Les groupes de travail paritaires n'ont pas vocation à négocier ; ils sont chargés de préparer les travaux de la commission paritaire de branche.

Au cours de ces 6 premières années de fonctionnement de la branche des IEG, ces instances paritaires ont contribué à instaurer un véritable dialogue social de branche entre les représentants des groupements d'employeurs et les représentants des fédérations syndicales représentatives du secteur ; aujourd'hui les signataires affichent leur volonté d'élargir et de structurer le cadre de ce dialogue social, d'une part, en organisant un dispositif d'information sur la mise en œuvre des accords de branche par la création d'un observatoire paritaire de la négociation collective de branche et, d'autre part, en définissant les règles de saisine de la commission paritaire de branche par les fédérations syndicales.

C'est dans ce cadre que les signataires sont convenus des modalités ci-après de fonctionnement de ces instances paritaires de branche existantes pour une période de 1 an renouvelable 2 fois.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application de l'accord*

Le champ d'application du présent accord est national : il concerne l'ensemble des entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

## **Article 2**

### *Objet de l'accord*

L'objet du présent accord est de déterminer les modalités de participation aux instances paritaires de branche et de fixer leurs règles et moyens de fonctionnement.

## **Article 3**

### *La commission paritaire de branche*

3.1. La commission paritaire de branche réunit les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au plan national au sein des IEG et les groupements d'employeurs représentatifs des industries électriques et gazières.

3.2. La commission paritaire est composée d'au plus 4 représentants par organisation syndicale. Ces représentants sont choisis librement par leur organisation syndicale lors de chaque commission paritaire de branche. De manière générale, leur nom est notifié à leur employeur ainsi qu'au secrétariat des groupements d'employeurs des IEG (SGE des IEG) à la réception de la convocation de la réunion.

La délégation des employeurs ne peut excéder en nombre celle de l'ensemble des organisations syndicales.

3.3. Le calendrier prévisionnel des séances de négociation collective de branche est déterminé chaque année pour 1 année ; il couvre la période de septembre (année A) à août (année A + 1). La programmation des séances de négociation peut être toutefois modifiée en fonction des sujets traités.

Les convocations sont envoyées au plus tard 8 jours avant la séance. Les documents associés aux ordres du jour sont, de manière générale, transmis avec les convocations.

3.4. Les réunions de la commission paritaire de branche durent en principe 1 journée. D'un commun accord entre la délégation des employeurs et celles des organisations syndicales, la commission paritaire de branche peut programmer des réunions d'une demi-journée au moment de la séance précédente.

3.5. Les séances de la commission paritaire de branche peuvent être précédées et suivies d'une réunion de travail d'une demi-journée des représentants des organisations syndicales mandatés pour participer à la séance concernée.

La rémunération des agents mandatés pour participer aux séances de la commission paritaire de branche et aux réunions de travail qui précèdent et qui suivent les séances de commission paritaire de branche est maintenue par l'employeur. Il en est de même pour le temps nécessaire aux délais de route.

3.6. Les frais inhérents aux séances de commission paritaire de branche et aux réunions de travail prévues au paragraphe 3.5 sont remboursés par les employeurs au vu des justificatifs d'engagement de ces frais (documents délivrés par le prestataire – restaurateur, hôtelier, etc. – attestant de la réalité de la dépense) et sur la base du barème forfaitaire en vigueur dans les industries électriques et gazières.

## **Article 4**

### *Les groupes de travail paritaires*

4.1. La commission paritaire de branche peut décider de créer des groupes de travail paritaires par thème ; elle en fixe les missions et les modalités de fonctionnement.

4.2. Les groupes de travail paritaires sont composés d'au plus 3 représentants par organisation syndicale. Ces représentants sont choisis librement par leur organisation syndicale lors de la mise en place de chaque groupe de travail paritaire. Leur nom est notifié à leur employeur ainsi qu'au secrétariat des employeurs des IEG à la réception de la convocation de la réunion et, en cas de réception tardive de la convocation, au plus tard la veille de la réunion.

La délégation des employeurs ne peut excéder en nombre celle de l'ensemble des organisations syndicales.

Chaque organisation syndicale désigne un responsable de sa délégation pour chacun des thèmes de travail : il est l'interlocuteur du SGE des IEG.

4.3. Les réunions des groupes de travail paritaires durent en principe une demi-journée. Elles peuvent être précédées d'une réunion préparatoire d'une demi-journée des représentants des organisations syndicales mandatés pour participer au groupe de travail concerné.

D'un commun accord entre la délégation des employeurs et celle des organisations syndicales, la commission paritaire de branche peut programmer des réunions de 1 journée lors de la fixation des modalités de fonctionnement du groupe de travail paritaire.

4.4. La rémunération des agents mandatés pour participer aux groupes de travail paritaires et le remboursement de leurs frais s'effectuent dans les conditions prévues aux paragraphes 3.5 et 3.6 ci-dessus.

## **Article 5**

### *Crédit de temps supplémentaire*

5.1. Chaque organisation syndicale représentative au plan national bénéficie en outre d'un crédit annuel de temps supplémentaire équivalent à 100 représentants-jours spécifiquement dédié à l'animation du dialogue social de branche, à compter de la date de signature du présent accord. A titre de rattachement, ce contingent est porté à 120 représentants-jours pour l'année 2007.

5.2. Le crédit de temps ainsi accordé pourra, après accord des groupements d'employeurs, faire l'objet d'un éventuel ajustement complémentaire en fonction de la charge de travail induite par les objets de négociation au cours d'une année.

5.3. Le nom des bénéficiaires de ce crédit ainsi que les dates auxquelles il est utilisé sont notifiés à leur employeur ainsi qu'au secrétariat des groupements d'employeurs des IEG 8 jours avant chaque utilisation. A chaque utilisation de ce crédit de temps, le SGE des IEG communique aux organisations syndicales concernées le solde du crédit de temps supplémentaire restant pour l'année en cours.

5.4. Lorsque ces crédits de temps seront affectés aux séances de travail qui précèdent et suivent les commissions paritaires, les dispositions prévues au paragraphe 3.6 seront applicables aux agents concernés.

## **Article 6**

### *Saisine de la commission paritaire de branche*

Les demandes motivées relatives aux objets de négociation ou au calendrier de travail de la commission paritaire de branche émanant d'une ou de plusieurs fédérations syndicales sont adressées par écrit aux groupements d'employeurs de la branche.

Les groupements d'employeurs répondent par écrit à ces demandes dans les 2 mois qui suivent leur réception.

En l'absence de réponse écrite au terme de ce délai, les fédérations syndicales pourront demander l'inscription de leur demande à l'ordre du jour d'une séance de la commission paritaire de branche.

## **Article 7**

### *Observatoire paritaire de la négociation collective de branche*

7.1. L'observatoire paritaire de la négociation collective des IEG est mis en place au niveau de la branche des IEG, son secrétariat est assuré par le SGE des IEG.

L'observatoire paritaire de la négociation collective est rattaché à la commission paritaire de branche. Il se réunit 1 fois par an.

7.2. Lors de la réunion de l'observatoire paritaire de la négociation collective, à titre d'information, sont présentés un état récapitulatif des accords de branche et des accords d'entreprise conclus pour la mise en œuvre d'une disposition législative, une synthèse sur la mise en œuvre des accords de branche.

7.3. Le SGE des IEG est chargé de conserver les accords de branche ainsi que les accords d'entreprise conclus pour la mise en œuvre d'une disposition législative. Pour ce faire les entreprises de la branche transmettent au SGE des IEG leurs accords d'entreprise conclus pour la mise en œuvre d'une disposition législative ; cet envoi est effectué dans la mesure du possible par voie électronique. Dans l'hypothèse où l'envoi électronique est impossible un envoi par voie postale devra être réalisé à l'intention du SGE des IEG.

7.4. Les partenaires sociaux de la branche peuvent prendre connaissance de ces accords soit en consultant le site du SGE des IEG pour les accords de branche, soit en faisant la demande au SGE des IEG pour les accords d'entreprise conclus pour la mise en œuvre d'une disposition législative.

7.5. L'observatoire paritaire de la négociation collective est composé de 2 représentants par organisation syndicale siégeant en commission paritaire de branche. Ces représentants sont choisis librement par leur organisation syndicale.

La délégation des employeurs ne peut excéder en nombre celle de l'ensemble des organisations syndicales.

7.6. La rémunération des agents mandatés pour participer aux séances de l'observatoire paritaire de la négociation collective et le remboursement de leurs frais s'effectuent dans les conditions prévues aux paragraphes 3.5 et 3.6 ci-dessus.

## **Article 8**

### *Moyens dévolus au dialogue social*

8.1. Les groupements d'employeurs conviennent de verser à chaque organisation syndicale de salariés reconnue représentative au plan national une dotation forfaitaire annuelle de fonctionnement. Elle s'élève à 11 000 €.

A titre de raccordement, le montant de cette dotation s'élève à 12 000 € pour l'année 2007.

Le versement de la dotation forfaitaire a lieu en 1 fois au cours du premier trimestre de l'année.

8.2. En complément, chaque organisation syndicale dispose d'un « crédit formation ». Il s'élève à 5 500 € par an.

A titre de raccordement, le montant de cette dotation s'élève à 6 000 € pour l'année 2007.

Le remboursement des frais de formation exposés par les organisations syndicales au titre de ce « crédit formation » s'effectue par le secrétariat des groupements d'employeurs des IEG sur présentation des factures, accompagnées des justificatifs, et dans la limite du montant fixé.

8.3. Une dotation en matériel informatique est accordée à chaque organisation syndicale au titre du présent accord pour permettre le remplacement de matériels obsolètes acquis il y a au moins 3 ans. Elle sera limitée à un montant maximal de 6 000 €, utilisable à partir du 1<sup>er</sup> mai 2008, sachant que les dispositions antérieures relatives au crédit informatique continuent à produire leur effet jusqu'à leur terme, à savoir fin avril 2008.

Les demandes de remboursement exprimées par les organisations syndicales sont accompagnées d'une copie de la facture du nouveau matériel acheté.

## Article 9

### *Dispositions finales*

9.1. L'accord est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Il est renouvelable 2 fois par tacite reconduction, sa durée totale ne pouvant pas excéder 36 mois.

La volonté par l'une ou l'autre des parties, l'ensemble des groupements d'employeurs signataires ou l'ensemble des organisations syndicales signataires de ne pas renouveler le présent accord et ses éventuels avenants doit être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois avant le terme de chaque période de 12 mois.

A l'issue des 36 mois, le présent accord et ses éventuels avenants cesseront immédiatement de produire tout effet. Trois mois avant ce terme, les signataires conviennent de se réunir pour négocier un nouvel accord.

9.2. L'accord pourra être révisé dans les conditions prévues à l'article L. 132-7 du code du travail.

Toute demande de révision devra être adressée à chacune des autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 2 mois précédant sa date anniversaire.

9.3. Le présent accord peut être dénoncé à tout moment par la totalité des signataires, groupements d'employeurs et organisations syndicales, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois. Dans cette hypothèse, l'accord continue à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis.

9.4. Le présent accord fait l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 132-10 du code du travail entrera en vigueur au lendemain du jour de son dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension aux ministres chargés de l'énergie et du travail dans les conditions prévues à l'article L. 713-1 du code du travail.

Fait à Paris, le 24 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UFE ;  
UNEmIG.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CMTE-CFTC ;  
CGT.